



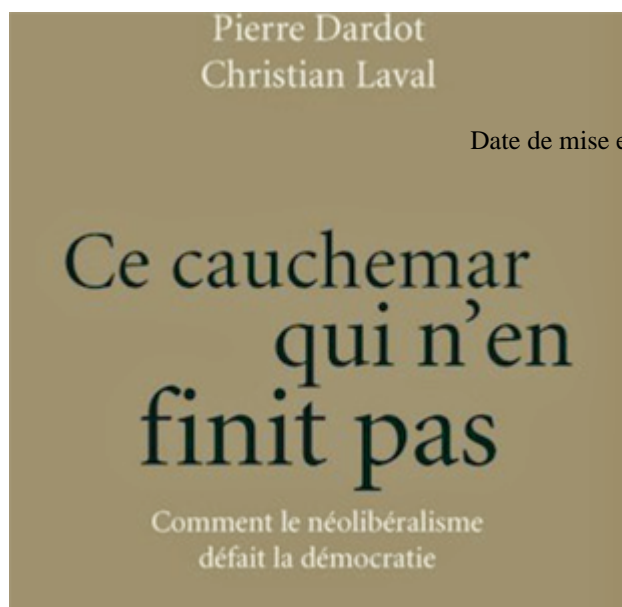
Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/L-urgence-democratique>

France : élections présidentielles

L'urgence démocratique

- International - Europe -



Date de mise en ligne : mardi 28 mars 2017

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

L'époque est plus que jamais asservie au couple du néolibéralisme agressif et du nationalisme identitaire et xénophobe. Casser cette mécanique devrait être la tâche prioritaire d'une gauche régénérée. Elle n'y parviendra pas dans les semaines qui viennent, estiment le philosophe Pierre Dardot et le sociologue Christian Laval qui, dans ce texte, tordent également le cou à la notion de « populisme de gauche ».

25 mars 2017 | tiré de mediapart.fr

Au cours du débat télévisé du lundi 20 mars, François Fillon est apparu bien effacé et bien terne. On avait peine à reconnaître celui qui en avait solennellement appelé au jugement du peuple contre la justice. Cet appel a-t-il marqué un tournant ? On a relevé que l'axe de l'indépendance de la justice [avait disparu subitement](#) de son programme. On s'est à bon droit inquiété de la condamnation du « *racisme antifrançais* » par le même individu dans un meeting à Caen le 16 mars dernier, expression dont on sait qu'elle fut forgée par Jean-Marie Le Pen en 1977. On s'est à juste titre scandalisé de la caricature antisémite de Macron publiée sur Twitter le 10 mars par Les Républicains.

Cependant, la seule question qui vaille est de savoir comment interpréter ce qui ne relève pas d'écarts de langage mais d'une stratégie mûrement réfléchie. Dans un [entretien au Monde](#), Pierre Rosanvallon a parlé à propos de la déclaration de Fillon de « *tournant populiste* » dans la campagne présidentielle, tout d'abord pour réunir Poutine, Orban, Trump et Erdogan sous ce terme de « populisme », ensuite pour associer Marine Le Pen, Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon dans une même « *culture populiste* » [1]. Selon Pierre Rosanvallon, serait en jeu une « **conception de la démocratie** » caractérisée par un refus des « *pouvoirs neutres* », c'est-à-dire irréductibles au pouvoir de la majorité électorale (Cour constitutionnelle, autorités judiciaires, etc.). Mais quel crédit peut-on accorder à une catégorie dont le sens est aussi flexible ?

Retour sur le « populisme »

Il nous semble tout d'abord indispensable de revenir de façon critique sur cette notion de « populisme ». Il en va en réalité de bien plus que d'une querelle terminologique et conceptuelle. La question est politique, et elle a deux volets qui sont liés. Il s'agit d'abord de savoir si ce terme suffit à caractériser la nature de l'extrême droite française. Il s'agit ensuite de savoir si la réponse politique de la gauche doit se définir sur ce même terrain du « populisme », comme certains seraient tentés de le faire en invoquant hâtivement l'exemple de Podemos.

Ce que trahit l'usage médiatique dominant de cette notion, c'est un mépris inspiré par la présomption d'une incapacité politique du peuple. Toute expression d'une opposition au néolibéralisme était immédiatement discréditée par ce vocable dans les médias dominants ou dans la « classe politique ». Mais on ne peut s'en tenir à cette critique de l'usage péjoratif et dépréciatif de ce mot. Comme le fait remarquer Catherine Colliot-Thélène, cette critique « *laisse la porte ouverte à un possible retournement de sens du populisme* » [2]. Par ce retournement, il s'agirait de valoriser ce qui est dévalorisé dans l'usage dominant. Le terme devrait alors être revendiqué positivement : il faudrait opposer un « populisme de gauche » à la gouvernance des élites néolibérales.

La première question que nous devons nous poser est celle du pouvoir explicatif de cette notion : peut-elle prétendre subsumer des phénomènes aussi divers que l'élection de Trump, le Brexit, la montée du Front national, la percée de Podemos, le positionnement de Mélenchon, etc. ? Sans même parler d'unité, quel dénominateur commun peut-on trouver à tous ces phénomènes ? Veut-on faire fond sur l'opposition du « peuple » aux « élites » ? Mais qu'entend-on alors par « peuple » ? Ce mot peut désigner un tout comme une partie de ce tout.

Comme le note Laurent Jeanpierre [3], la différence entre le « populisme » nationaliste du Front national et le « populisme » revendiqué par Podemos, c'est que le Front national amalgame le sens social (la partie) au sens national (le tout), de manière à imposer une image homogène et unifiée qui rejette les élites hors du corps sain de la nation, du côté de l'étranger, en même temps qu'elle exclut toute opposition de classe interne au « peuple » ainsi magnifié. C'est ce passage de l'opposition interne au peuple comme tout (entre les classes populaires et les élites) à l'opposition externe du peuple pris comme tout à l'« élite cosmopolite » qui caractérise ce type de nationalisme.

Car c'est bien d'un nationalisme autoritaire et identitaire qu'il s'agit, ou d'une forme de néofascisme qui renoue avec certains des traits les plus saillants du « socialisme nationaliste » de Barrès. Ce dernier puise son inspiration dans le mouvement rassemblé autour de la personne du général Boulanger à la fin des années 1880 : volonté de « nationaliser » les petites gens et les plus déshérités, antiparlementarisme, autoritarisme dérivé d'une conception plébiscitaire de la démocratie (« *Révision, référendum* » fut le mot d'ordre fédérateur du boulangisme).

Barrès place ce mouvement, qui se réclame de la « *sainte canaille* » de 1789, de 1830, de 1848 et même de la Commune, sous le patronage de Jeanne d'Arc, qui « *a été une sainte pour tous* » [4]. Il propose en 1893-1894 un plan en quatre points : une taxe sur les employeurs, une taxe militaire sur les étrangers équivalente à celle payée par les Français exempts du service militaire, l'exclusion des étrangers de tous les chantiers nationaux et l'expulsion de tous les étrangers tombant à la charge de l'Assistance publique [5]. En 1898, misant sur le sentiment d'insécurité économique qui pèse sur le petit commerçant, l'agriculteur, le bourgeois et l'ouvrier en période de crise, il fait du protectionnisme le centre de son programme politique : protectionnisme contre le produit étranger et l'ouvrier étranger, protectionnisme contre la féodalité financière internationale qui élimine le travailleur français, protection contre le naturalisé [6].

Les emprunts au boulangisme

L'appel au peuple, le culte du chef et le sens de l'autorité forment des ingrédients directement empruntés au boulangisme. De ce strict point de vue, l'orientation imprimée au Front national par Marine Le Pen, loin de marquer un « tournant social » ou une réorientation « à gauche », trahit une inspiration *plus directement fasciste* que le reaganisme de son père au début des années 1980. Certes, le langage est plus policé et expurgé de ses « outrances » antisémites, et l'ennemi n'est plus l'Allemagne comme nation, mais l'eurocratie bruxelloise qui encourage « l'invasion islamiste » en favorisant l'entrée des migrants. Mais bon nombre des éléments du « socialisme nationaliste » des années 1890 sont recyclés dans une synthèse idéologique qui présente bien des traits de ce qui fut aux « *origines françaises du fascisme* », selon l'expression de Zeev Sternhell.

C'est en particulier le cas du recours systématique au référendum [pour imposer une révision constitutionnelle](#). Marine Le Pen a ainsi annoncé pêle-mêle des révisions constitutionnelles sur la suppression du Sénat, sur l'abrogation du pouvoir constituant de l'Assemblée nationale, sur l'inscription de la préférence nationale dans le Préambule, sur la limitation du pouvoir constitutionnel, sur le retour au septennat non renouvelable [7]. Il est certes des différences qu'il faut se garder d'escamoter : même si son noyau historique est cimenté par cette idéologie, le Front national n'a rien du parti de masse structuré que constituait la Ligue des patriotes dans les années 1890 et ses méthodes d'action et de propagande n'ont que peu à voir avec les descentes de rue et les émeutes organisées par ce même parti. Reste, et c'est là l'essentiel, qu'en reprenant sciemment des formules lepénistes, François Fillon s'est bel et bien situé sur le terrain non du populisme, mais du néofascisme.

Pouvoir fort contre démocratie libérale

Un tel rappel s'impose d'autant plus que le boulangisme a, par l'écho qu'il a rencontré dans les milieux ouvriers, semé un trouble profond jusque dans les courants les plus radicaux de la gauche de l'époque, au point de susciter l'ire d'Engels, de Liebknecht et de Bebel contre leurs représentants [8]. C'est tout particulièrement le cas des

blanquistes, des guesdistes et, de manière plus générale, d'anciens communards. Un Édouard Vaillant ira jusqu'à apporter son soutien à ce mouvement et nombre de guesdistes, notamment en Gironde, verseront dans le boulangisme.

Quelle en est la raison profonde ? Un même attrait pour un pouvoir fort justifié par une opposition farouche à la démocratie libérale. Ainsi, Guesde n'hésite pas à écrire en pleine ascension du parti national : « *Peu importe la structure du pouvoir, tout dépend de la main de la classe qui l'exerce.* » [9] Aujourd'hui plus que jamais, il importe de méditer sur la séduction exercée par le boulangisme sur ce que l'on pourrait appeler un « gauchisme autoritaire », soit un gauchisme combinant l'appel à la grève générale, voire à l'action directe, avec la fascination pour le chef et le culte du pouvoir d'État exercé d'une main de fer. Car la tentation du néoblanquisme et du néoguesdisme est aujourd'hui toujours vivace au sein d'une fraction de la gauche dite radicale.

En quoi la notion de « populisme » est-elle susceptible d'éclairer la signification politique du boulangisme ? Le philosophe politique argentin Ernesto Laclau, dans son ouvrage *La Raison populiste*, ne veut retenir de ce phénomène que quatre éléments ou aspects « *politico-idéologiques* » [10]. En premier lieu, l'hétérogénéité des forces qui soutenaient le général Boulanger et leur situation de marginalité par rapport au système en place. En deuxième lieu, la concentration du soutien à Boulanger dans les centres urbains, où ce mouvement traversait la plupart des couches sociales, sans se réduire à l'élément prolétarien. En troisième lieu, l'idée qu'une intervention extraparlamentaire était aussi intéressante pour la gauche radicale que pour la droite [11]. Enfin, en quatrième lieu, ce qui faisait l'unité de ces forces hétérogènes était un même dévouement à Boulanger et le charisme de ce personnage.

Pour Laclau, ces quatre éléments reproduisent point par point les dimensions qui définissent à ses yeux le populisme : le regroupement de forces hétérogènes et de demandes qui ne peuvent être intégrées dans le système institutionnel, le lien d'équivalence entre toutes ces demandes, qui ont toutes le même ennemi (la corruption du système parlementaire), la figure d'une individualité qui fonctionne comme un « signifiant vide », pour autant qu'elle soit réduite à son nom et que ce nom fasse l'objet d'un fort investissement affectif.

L'insistance de Laclau sur tous ces traits, l'équivalence par opposition, le signifiant vide, la réduction du leader à son nom, n'a d'autre fonction que de refuser de prendre en compte le contenu positif de l'idéologie boulangiste et l'attitude politique pratique que ce contenu détermine. De la même manière, son analyse de la percée électorale du Front national fait l'impasse sur les positions politiques pratiques de ce parti pour s'attacher avant tout à ce qu'il appelle « *la nécessité ontologique d'exprimer la division sociale* » : dès lors que le Parti communiste ne fut plus capable d'exprimer cette division, la « *fonction ontologique* » (sic) fut assurée par le « populisme de droite » du FN [12].

Par cette primauté accordée à la « *fonction ontologique* », on passe soigneusement sous silence le contenu de toute une culture politique (celle de la défense de l'« indépendance nationale » et du « Produisons français ») qui a grandement facilité ce glissement d'une partie de l'électorat du PC au FN et l'on se donne la possibilité de ménager un « no man's land nébuleux » [13] entre populisme de droite et populisme de gauche. C'est cette primauté d'une fonction susceptible d'être remplie par des signifiants politiquement opposés qui avait permis à un Pablo Iglesias d'affirmer en 2014 que Podemos occupait le même espace politique que Syriza en Grèce, Beppe Grillo en Italie ou le Front national en France [14].

La notion de « populisme » sert alors à justifier une neutralisation des oppositions politiques au profit d'une fonction et d'un espace d'autant plus invariants qu'ils sont vides de contenu. Mais elle n'explique rien de ce que les phénomènes ont de spécifique. L'on est ainsi confronté à cette alternative : ou bien l'on tient à conserver la notion de populisme et l'on renonce alors à expliquer la différence entre « populisme de gauche » et « populisme de droite », en raison de la vacuité de cette notion ; ou bien l'on cherche vraiment à expliquer cette différence, mais il faut alors

de toute nécessité introduire des éléments qui ne doivent plus rien à la notion de « populisme », ce qui revient à abandonner tout recours autre que purement verbal à cette notion.

Le populisme comme contre-stratégie...

La seconde question que soulève la référence insistante au « populisme » est celle de la valorisation politique de cette notion au titre d'une contre-stratégie. S'appuyant sur la *Psychologie des masses et analyse du moi* de Freud (1921), Laclau considère que la constitution d'un peuple n'est possible qu'au prix d'une identification de tous les individus à un même leader. Mais Laclau va jusqu'à rapprocher explicitement la relation des membres du « peuple » à leur leader de la relation des membres de l'Église au Christ : chaque chrétien doit aimer le Christ en tant qu'idéal de la masse et s'identifier à lui en aimant les autres membres de l'Église comme il est supposé les avoir aimés.

Contrairement à ce que soutient Ernesto Laclau [15], cette double relation des membres du peuple à leur leader ne rend pas ce leader « plus démocratique » qu'un leader auquel on ne s'identifierait pas, elle rend au contraire cette relation terriblement asservissante et tyrannique. En une unique figure humaine, on aurait en effet un « substitut du père » auquel on doit s'identifier en aimant tous les frères du même amour que lui et en même temps un « frère » auquel on s'identifie comme à tous les autres en raison des traits communs qu'il présente avec tous les autres.

Comment peut-on exiger du même individu qu'il aime le chef suprême comme figure de l'idéal et qu'il s'identifie directement à lui ? Cette double exigence n'est-elle pas parfaitement contradictoire dans les termes ? L'amour voué au chef implique qu'on le regarde comme très *supérieur* à nous et l'identification directe à ce même chef implique au contraire qu'on le considère comme notre *égal*. On est là plus près des aspects les plus problématiques du chavisme (culte christique du leader et relation de type plébiscitaire entre le chef et les masses) que de la véritable démocratie comme exercice organisé du contrôle du peuple sur ses propres dirigeants.

L'idée que l'on se fait de la démocratie

Cependant, ce qui est en jeu chez Laclau, c'est fondamentalement non la psychologie de la masse, mais la formation de l'identité populaire comme identité politique. On l'a vu, cette constitution requiert à ses yeux que s'instaure une équivalence entre des demandes sociales très hétérogènes, ce qui tend à en appauvrir le contenu et à la faire fonctionner comme un « *signifiant tendancielle*ment vide » [16]. Très précisément, plus l'équivalence sera étendue, plus le signifiant unifiant toute la chaîne sera vide [17]. Selon Laclau, cet élément ne peut être qu'une individualité. Compliquant la notion classique de représentation politique, il introduit l'idée d'une double dimension inhérente à toute représentation [18].

La première dimension fait du représentant celui qui transmet la volonté des représentés, tandis que la seconde fait de lui un acteur qui « ajoute » quelque chose de décisif aux intérêts des représentés. Cet ajout n'est pas mineur, puisqu'il consiste dans l'identité des représentés : « *Le représenté dépend du représentant pour la constitution de son identité.* » [19] Les représentés n'ont donc pas d'identité antérieurement à la représentation et indépendamment d'elle. Mais cette seule dimension est loin d'épuiser la relation de représentation.

Il faut prendre en compte le second mouvement qui, lui, va des représentés au représentant : le représentant ne doit pas s'autonomiser totalement vis-à-vis d'eux, faute de quoi il ne pourrait plus représenter « une chaîne d'équivalences » [20]. Cette double exigence (constituer la totalité et représenter une chaîne d'équivalences) n'est pas sans poser problème : car comment re-présenter cela même que l'on constitue ? Chez Laclau, c'est la ressemblance du père aux frères (les « traits communs ») qui est investie de la fonction de réduire la distance entre représentant (le père) et représentés (les frères) : le représentant devra à la fois être un frère et un père. D'où l'insistance sur la ressemblance du représentant avec les représentés [21]. La représentation procède donc d'une identification des représentés au représentant en raison de la supposée ressemblance du représentant avec les représentés.

Le véritable enjeu de toute cette conception est assurément l'idée que l'on se fait de la démocratie. Au prétexte de combattre l'identification de la démocratie à la démocratie libérale dont un Claude Lefort se rendrait coupable, Ernesto Laclau et Chantal Mouffe invoquent, contre « *la tradition libérale constituée par le règne de la loi, la défense des droits de l'homme et le respect de la liberté individuelle* » une « *tradition démocratique fondée sur l'égalité, l'identité entre gouvernants et gouvernés et la souveraineté populaire* » [22].

Carl Schmitt et la démocratie plébiscitaire

Étrangement, c'est chez le juriste et philosophe du droit Carl Schmitt, qui adhérera au nazisme en 1933, que l'on trouve une réélaboration du concept de démocratie qui consonne avec cette supposée « tradition démocratique ». Dans sa *Théorie de la constitution* (1928), ce dernier définit la démocratie comme forme de gouvernement par l'identité du gouvernant et du gouverné et fait de l'« *homogénéité du peuple* » sa caractéristique principale [23]. Aussi fait-il de l'« acclamation » le moment privilégié où la présence du peuple physiquement rassemblé rend superflue toute représentation [24].

C'est à partir de cette logique que le même Carl Schmitt assimilera en 1932 la démocratie « directe » ou « non représentative » à la démocratie « plébiscitaire », en allant jusqu'à parler du « *système plébiscitaire de la démocratie directe* » [25]. Mais cette prétendue identité immédiate du peuple avec lui-même n'est nullement une caractéristique essentielle de la démocratie. Aristote parle bien d'une règle de l'alternance qui fait que chaque citoyen est tour à tour gouverné et gouvernant, mais cette réciprocité dans l'exercice du pouvoir n'a rien à voir avec une identité du peuple avec lui-même [26].

La démocratie est par essence délibérative et la pratique de la délibération collective présuppose non une homogénéité, mais une *hétérogénéité* du peuple. C'est même en raison de cette hétérogénéité qu'« *une masse nombreuse décide mieux que n'importe quel individu* », « *comme un festin payé collectivement est meilleur que celui offert par une seule et même personne* » [27]. Mais le festin de la délibération collective n'est pas une fête de l'acclamation.

Par conséquent, si la démocratie représentative doit être critiquée, c'est non parce qu'elle est délibérative, mais au contraire parce qu'elle n'est pas vraiment délibérative : l'oligarchie des représentants ne se constitue que par l'expropriation de la capacité collective de délibération des représentés et la « délibération » est, de ce fait, complètement faussée. À cet égard, l'introduction par Chavez du référendum révocatoire à mi-mandat dans la Constitution vénézuélienne témoigne non de la réalisation de la démocratie directe, mais de l'esprit plébiscitaire du régime [28]. C'est la révocabilité des délégués à *l'initiative* des citoyens qui fait la démocratie, non la réponse à une question posée par avance par les gouvernants.

Résumons-nous : la seule alternative à l'oligarchie néolibérale est la démocratie comprise comme coparticipation au processus de délibération et de décision. Tout le reste n'est que bavardage et poudre aux yeux. La notion de « populisme » fait écran à cette alternative parce qu'elle brouille le concept de « démocratie » en rendant acceptable la prétendue « démocratie plébiscitaire », et c'est à ce titre qu'elle doit être catégoriquement rejetée.

Ce terme est et doit rester un mot de l'ennemi, que toute gauche digne de ce nom doit s'interdire de reprendre à son compte. Plus précisément encore, toute politique qui se revendique du populisme ne fait que conforter la dépossession politique des dominés en remettant entre les mains d'un leader leur intelligence et leur capacité d'action.

Le désespoir des sacrifiés du néolibéralisme

La question est donc stratégique. Comment lutter sur un double front, contre le néofascisme et contre le néolibéralisme, étant entendu que le néofascisme, dont l'essor a été favorisé par les politiques néolibérales, ne représente nullement une rupture avec le système néolibéral ? Il faut commencer par ce diagnostic : le Parti socialiste et le gouvernement portent une responsabilité écrasante dans le désastre actuel. Toute leur politique a consisté à infliger une longue série de défaites sociales aux salariés, aux retraités, aux fonctionnaires, aux gens les plus modestes. Elle se paie aujourd'hui par la désunion et la défaite politique.

On aurait pourtant pu espérer que le rejet, régulièrement exprimé au cours des dernières élections, du cours néolibéral du quinquennat, allait offrir la chance de refonder une « nouvelle gauche » désireuse de faire une politique de gauche. Cela n'a donné, mais c'était certes déjà beaucoup, que le retrait honteux de Hollande et la défaite cuisante de Valls à la primaire. Depuis, les illusions se sont envolées.

Les victimes du néolibéralisme se vengent

Le rejet du néolibéralisme par une grande partie des électeurs de gauche risque fort d'ouvrir plutôt la voie soit au néofascisme déguisé de Le Pen, soit au néolibéralisme assumé et arrogant de Macron. Cet apparent « paradoxe » a été analysé par nombre de commentateurs : d'élections en élections, les classes populaires, qui autrefois soutenaient dans une large mesure les partis de gauche, se détournent du suffrage (« ça ne sert à rien de voter ») ou entendent « renverser la table » en votant FN, tant elles se sentent abandonnées par des responsables politiques impuissants à enrayer la désindustrialisation, le chômage et la précarité.

En réalité, et les études électorales sont terribles à cet égard, le rejet populaire pour les candidats de gauche, y compris Mélenchon, est impitoyable pour des responsables accusés d'être indifférents à la situation des classes populaires. Désormais, la gauche est très largement minoritaire parmi les ouvriers et les employés.

Ce ne sont pas les dominés qui sont les premiers responsables du sort qui leur a été réservé, ce sont ceux qui ont mené une politique qui, depuis les années 1980, a cherché à affaiblir matériellement et subjectivement les classes populaires. On le sait, on l'a répété : les politiques dites « de gauche » n'ont plus cherché à partir de 1983 à remettre en question la puissance du capital, elles ont visé à la renforcer, et ceci par le grand marché européen, la monnaie unique, la concurrence interne et externe entre salariats et fractions du salariat.

L'heure est au ressentiment. Les victimes du néolibéralisme se vengent en faisant payer les reniements. Et cette vengeance profite surtout aux pires. Une partie de l'autre composante sociologique de la gauche - les cadres du secteur public, les enseignants, les diplômés -, effrayée par la perspective d'une victoire du néofascisme et peu encline à voir remonter dans les sondages le tartuffe entretenu de la « droite extrême », risque d'abandonner par calcul les deux représentants de la gauche au profit de celui qui, d'abord dans l'ombre de Hollande puis au gouvernement de Valls, a inspiré et mis en musique la « trahison » du Bourget.

Macron, illusoire « moindre mal », c'est évidemment le danger que, dans cinq ans, lorsque les digues seront sans doute tombées entre extrême droite et droite extrême, le néofascisme soit encore plus fort. Mais le calcul de ces électeurs ne va pas jusque-là et pour cause : c'est, dans l'immédiat, la division entre les deux candidats de gauche qui les pousse à cette option détestable.

L'impasse de la gauche

Que l'on ne s'y trompe donc pas : l'époque est plus que jamais asservie au couple infernal du néolibéralisme agressif et du nationalisme identitaire et xénophobe. Casser cette mécanique infernale devrait être la tâche prioritaire d'une gauche régénérée. Elle n'y est pas encore parvenue et n'y parviendra pas dans les semaines qui viennent parce qu'elle n'a pas réuni trois conditions nécessaires et liées :

- 1) **La construction** d'un pôle politique puissant à l'extérieur du Parti socialiste, ce qui aurait supposé une dynamique unitaire dont n'a pas été capable feu le Front de gauche ;
- 2) **Le recentrement** de la politique de gauche sur la « question sociale », c'est-à-dire celle de l'emploi, du travail et des inégalités et, au-delà, de la propriété ;
- 3) **L'élimination** du verrou que représente pour toute politique alternative le Parti socialiste actuel.

Cette dernière condition nécessiterait soit de pouvoir arracher cette formation à l'attraction mortifère du néolibéralisme, ce qui supposerait des forces internes capables de renverser la domination de l'appareil et des élus, ce qui n'a pas été possible jusqu'à présent, tant ce parti est atteint d'oligarchisme sénile ; soit de le faire éclater en deux blocs « irréconciliables », ce qui ne s'est pas encore fait par manque de décision et d'horizon stratégique de Hamon et des autres dits « frondeurs ».

En l'absence de ces conditions, les deux candidats ont voulu prendre des voies de traverse pour sortir de l'impasse stratégique dans laquelle l'un et l'autre se sont engagés. Mélenchon a fait cavalier seul, imposant un modèle politique « populiste » à ses anciens partenaires du Front de gauche. C'est le sens de son mouvement, La France insoumise, qui se veut « hors parti » et surtout attaché à sa candidature présidentielle.

Les problèmes non résolus de la candidature Mélenchon

La stratégie « révolutionnaire » de Mélenchon est en réalité strictement électorale. Si au départ il était question de composer un large bloc social et idéologique autour de l'élaboration collective d'un programme, la voie suivie a plutôt consisté à parier sur l'adhésion des masses à un leader charismatique prêtant son verbe haut à un peuple révolté. À la grande différence de Podemos, parti qui s'est appuyé sur un collectif de jeunes dirigeants et a été porté par des vagues contestataires, La France insoumise repose sur l'identification à un homme exceptionnel, dont la puissance de persuasion tient à ses qualités personnelles, et surtout à l'éloquence rare des tribuns d'autrefois.

La « radicalité » mélenchonienne est cependant loin du socialisme d'antan. Plus question de socialisation des forces productives ou d'autogestion. L'essentiel du message est mis sur les institutions politiques, regardées comme la clé de toute transformation. D'où la centralité de la question de la souveraineté, de là les emblèmes républicains et nationaux : drapeaux tricolores, bonnets phrygiens, Marseillaise, Constituante et autre « levée en masse » des citoyens rassemblés à la Bastille et à la République.

Cette candidature pose un certain nombre de problèmes non résolus : comment passer à la VI^e République en jouant la personnalisation à outrance et en flirtant dangereusement avec la « démocratie plébiscitaire » ? Comment croire à la maturation collective d'un projet de société en alimentant la pulsion politiquement ambiguë du « démagisme » ? En tout cas, puisque cette candidature d'incarnation du peuple est « au-dessus des partis », il ne saurait être question du moindre arrangement avec les autres formations de gauche, traité avec mépris de « carabistouilles ». Qui m'aime me suive.

L'entreprise de Hamon n'est pas plus encourageante. À beaucoup d'égards, elle l'est moins. Le candidat socialiste ne sait sur quel pied danser, faute d'avoir changé de terrain. Plutôt que d'afficher sa rupture avec le quinquennat néolibéral, il manoeuvre, il esquive. Comme s'il y avait encore quelque chose à attendre d'un appareil et d'élus qui veulent le noyer au plus vite dans les eaux fétides des accommodements et des résignations.

Pourtant, déjà trop à gauche pour l'appareil, qu'aurait-il eu à perdre en restant fidèle à ses convictions de la primaire ? Il aurait évidemment fallu lever toute ambiguïté envers l'Union européenne, sa logique de l'austérité, son dumping fiscal et social. Mais c'était tellement contraire à ses appels piteux au rassemblement de la « famille socialiste », qu'il n'a pas pu aller bien loin en ce sens. Il aurait dû savoir que beaucoup d'électeurs de gauche ne sont plus du tout

disposés à lui faire une confiance aveugle, après s'être fait berné par Hollande, Macron et Valls comme ils l'ont été. Faire acclamer par 20 000 personnes les noms de Hollande, Cazeneuve et Le Drian lors de son meeting de Bercy le 19 mars est le signe même que sa double position à l'égard du quinquennat, critique et élogieuse, est proprement intenable.

Hamon enlisé dans l'héritage

Pour surmonter ses contradictions, il a cru bon, lors des primaires, de se projeter dix ou vingt ans en avant, en envisageant à l'avenir une raréfaction de l'emploi qui venait ainsi justifier sa proposition de revenu universel. Diversion qui lui a permis un moment d'obtenir un brevet d'utopie auprès d'une fraction des électeurs de gauche. Si cette utopie ne lui permet pas de renouer avec les classes populaires, dont les membres au chômage veulent un « vrai travail », elle lui a permis au moins de ne pas aborder de front les questions éminemment urgentes de la politique économique et de l'Europe. En un mot, enlisé dans l'héritage, il n'espère plus guère qu'un nouveau rapport de forces à l'intérieur du Parti socialiste.

En réalité, les deux candidats, et ils ne s'en cachent guère, se sont résignés à l'échec de la gauche. Et ne semblent plus rivaliser que pour savoir qui des deux sera le quatrième et le cinquième dans la « course » électorale. Objectif dérisoire aux yeux des électeurs de gauche, compte tenu des enjeux historiques de cette élection, mais d'une importance majeure pour les militants les plus convaincus ou les plus sectaires.

Il est d'ailleurs fort inquiétant que certains d'entre eux, mi-cyniques mi-calculateurs, s'en fassent aussi vite une raison. « *C'est plié* », glissent en aparté certains d'entre eux. Seule compterait la « **recomposition** » future de la gauche. D'où l'étrange indifférence affichée face aux sondages décevants, d'où cet aveuglement quant aux conséquences de la division. Sans doute Hamon et Mélenchon ont-ils fait semblant de se parler ; en réalité ni l'un ni l'autre ne tenait à quelque rapprochement que ce soit.

La division va sans doute permettre à l'oligarchie d'élus qui « tient » le Parti socialiste d'en reprendre le contrôle après la parenthèse de la candidature Hamon. Mais elle va surtout laisser face à face la candidate du néofascisme réchauffé et le candidat du néolibéralisme rajeuni. Qu'à la fin, cela doive se conclure aussi lamentablement a de quoi détacher beaucoup d'électeurs de la gauche et peut-être même de les dégoûter de la politique. L'amertume, de toute manière, sera au rendez-vous, et ce n'est pas avec elle que l'on reconstruit.

Quelle unité ?

Le néolibéralisme a fait des ravages et continuera d'en faire, on le sait. L'un d'entre eux, le plus pressant dans la conjoncture, c'est la progression du néofascisme. Les salariés les plus dominés, et d'autres catégories avec eux, enragent et croient voir en Marine Le Pen leur ultime recours. Tout semble fait pour renforcer son image « sociale ». Son hold up sur les thèmes sociaux (retraite, protection sociale, plein emploi « national », etc.), dont la gauche a eu longtemps une sorte de monopole, est en train de réussir au-delà de toutes ses espérances, du fait même de leur abandon par la gauche gouvernementale.

Emboîtant le pas à un Sarkozy qui dénonçait naguère le programme économique du Front national comme un programme d'« extrême gauche », nombreux sont les journalistes qui l'aident à accomplir son forfait : dès qu'un candidat de gauche ou d'extrême gauche ose avancer une mesure sociale, en prônant la retraite à 60 ans ou la suppression de la loi travail par exemple, on s'empresse de l'accuser d'imiter Le Pen.

Comment conjurer la « *catastrophe démocratique qui menace* », selon la formule de Laurent Mauduit [\[29\]](#) ? Beaucoup, désolés du spectacle à gauche, voudraient l'unité. Leur appel mérite le respect, notamment celui,

dramatique, du maire communiste de Grigny, Philippe Rio [30]. Mais en appeler à l'unité des deux candidats ne sert malheureusement pas à grand-chose dans la situation actuelle. Ils se maintiendront, enfermés l'un et l'autre dans leur logique propre. Ils paieront le prix, et nous avec eux, de l'autodestruction du socialisme durant ces 30 ou 40 dernières années, faute d'avoir voulu et pu surmonter ce désastre historique. Personne pourtant n'est propriétaire de l'unité. Aucun appareil, aucun responsable, ne devrait avoir le droit d'en décider sur un coin de table de restaurant.

Mais surtout, comment ne pas voir que, si l'on désire *vraiment* refonder la gauche, le temps des appareils dominateurs et des leaders solitaires est passé ? Comment ne pas comprendre que toute transformation sociale réelle passe désormais par la libération des énergies démocratiques, par une *déverticalisation* effective de l'action politique ? Mélenchon a certes compris que le temps des vieux partis était passé, mais il a reverticalisé encore plus la relation personnelle qu'il veut entretenir avec le « peuple », selon le schéma douteux et dangereux d'Ernesto Laclau et de Chantal Mouffe.

De ce point de vue, la dette proclamée à l'égard de la « révolution bolivarienne » d'Hugo Chavez est passablement inquiétante [31]. Insistons là-dessus encore une fois : la prétendue « démocratie plébiscitaire » n'est en rien une forme particulière de démocratie, elle est la négation pure et simple de la démocratie comprise comme exercice effectif du pouvoir politique par le peuple, au moins sous la forme d'un contrôle actif sur les détenteurs du pouvoir exécutif.

Quel contraste avec le foisonnement des pratiques innovantes et des idées nouvelles en matière démocratique dont a témoigné Nuit debout. Il suffit d'être à l'écoute de toutes les expérimentations pratiques et de toutes les discussions théoriques qui ont lieu depuis des années dans ce pays et dans d'autres, dont l'Espagne, pour se rendre compte du caractère archaïque des manières de faire dans la gauche politique française.

Aucune refondation de la gauche n'aura lieu tant que l'on dissociera la parole et l'action, le projet et l'organisation. Les ficelles du passé sont trop grosses aujourd'hui pour la sensibilité politique des gens de gauche qui veulent prendre part. Et il est une autre condition et elle est élémentaire. On l'a dit, la lutte séculaire pour l'égalité sociale a été trahie par la gauche de gouvernement, et cette trahison a conduit à la désertion des classes populaires et au succès du néofascisme. Remettre au centre de l'activité politique l'égalité sociale et faire que cette politique égalitaire commence dans les dispositifs organisationnels eux-mêmes est la seule voie concevable pour que la gauche survive et se reconstitue. La transformation sociale désirée à gauche commence donc par soi-même.

Urgence démocratique et front commun

Il faut agir vite pour que dès les législatives le sort de la gauche anti-néolibérale ne soit pas entièrement condamné. Avec qui faire l'unité demain ? Et comment ? On ne doit se faire aucune illusion sur la nature du Parti socialiste, et l'on sait parfaitement quel obstacle il est par lui-même devenu à toute politique de rupture avec l'ordre existant. Compte tenu de la décomposition de la gauche actuelle, il importe de réfléchir à la constitution rapide d'un vaste bloc démocratique antinéolibéral, rassemblant de multiples composantes politiques, syndicales, associatives, d'accord pour faire front commun contre les deux ennemis aux destins inséparables que sont le néofascisme et le néolibéralisme.

La « gauche de gauche » française a pris un retard considérable et déçu les attentes de beaucoup, sauf lorsqu'elle s'est unie durant une trop brève période sous la forme d'un cartel d'organisations. Rappelons-nous : 1995-2005, première période de luttes massives contre les politiques néolibérales et émergence de l'altermondialisme ; 2005-2009, cafouillage sectaire et incapacité des forces politiques de gauche de donner forme politique nouvelle aux résistances sociales ; 2009-2016, vie et mort du Front de gauche, seule tentative, mais avortée, de coalition de la « gauche de gauche ».

Le « dépassement » du Front de gauche voulu par Mélenchon en 2016 débouchera-t-il, comme il le souhaite, sur une nouvelle force parlementaire ou bien sur le vide ? La désunion se paie en tout cas aujourd'hui au prix fort. La responsabilité est sans doute partagée entre les « appareils », mais elle est lourde pour chacun et n'en épargne aucun. Soit le sectarisme d'appareil se prolonge, et ce sera la fin pour longtemps de la gauche critique et radicale, soit il peut être dépassé par la création d'une nouvelle formation à la fois unitaire et diverse, et le couple infernal de ses deux ennemis pourra alors être combattu et vaincu.

Cette dynamique unitaire est d'ailleurs la condition pour que le Parti socialiste éclate entre ses deux pôles artificiellement réunis aujourd'hui sous un même chapeau. Si un groupe de « frondeurs », sociaux-démocrates à l'ancienne, parvenait à se reconstituer sur les ruines du hollandisme, il pourrait participer au front commun.

Mais nous n'en sommes pas encore là. La dynamique actuelle de division risque fort d'offrir au second tour de l'élection présidentielle le choix entre Le Pen et Fillon ou, plus probablement, Le Pen et Macron. Si tous les appels à l'unité sont restés vains, si nous ne pouvons plus rien empêcher, en tout état de cause, après les élections, il restera l'« urgence démocratique » de faire face au néofascisme, fruit d'un désespoir doublement alimenté par le néolibéralisme et l'absence d'une vraie alternative politique. Car il ne faut pas s'y tromper : la menace du néofascisme est une menace de guerre civile. C'est donc dès maintenant, si l'on veut vraiment éviter que le pire n'advienne, qu'il faut penser et expérimenter les formes d'un front commun démocratique.

[1] Le Monde du 2 mars 2017, propos recueillis par Nicolas Truong.

[2] Catherine Colliot-Thélène, « Le populisme n'est pas un concept », Cahier de l'Éducation permanente, n° 49, p. 112.

[3] Laurent Jeanpierre, « Quand je parle de "populisme", je mets le mot entre guillemets ! », Cahier de l'Éducation permanente, n° 49, p. 96-97.

[4] Cité par Zeev Sternhell, La Droite révolutionnaire, p. 65.

[5] Ibid., p. 71.

[6] Ibid., p. 73.

[7] « Si Marine Le Pen était présidente », Mediapart.fr, le 14 mars 2017.

[8] Zeev Sternhell, op.cit., p. 38.

[9] Ibid., p. 40.

[10] Ernesto Laclau, La Raison populiste, Le Seuil, 2008. Ernesto Laclau (1935-2014) et sa collègue et compagne Chantal Mouffe ont développé depuis les années 1980 une réflexion sur la stratégie politique de la gauche, en défendant une conception positive du « populisme ».

[11] En réalité, « contrairement à ce que soutient la vision rétrospective du boulangisme, élaborée à la fin du siècle à la lumière de l'affaire Dreyfus, l'idée d'un coup d'État n'a même pas effleuré l'esprit des chefs boulangistes. Pas plus qu'elle n'a traversé celui de la foule des manifestants qui envahit les abords du restaurant Durand, où le général et son état-major sont venus fêter le raz-de-marée boulangiste » (Zeev Sternhell, op.cit., p. 57).

[12] Ernesto Laclau, La Raison populiste, op.cit., p. 108.

[13] Ibid.

[14] Voir l'entretien publié par Mediapart le 20 juin 2014.

[15] Ernesto Laclau, La Raison populiste, op. cit., p. 78.

[16] Ibid., p. 118.

[17] Ibid., p. 122.

[18] Ibid., p. 187.

[19] Ibid.

[20] Ibid. (nous soulignons).

[21] Ibid., p. 190.

[22] Ibid., p. 197 (les formules citées de Chantal Mouffe sont reprises à son compte par Ernesto Laclau).

[23] Carl Schmitt, Théorie de la constitution, puf, 1993, p. 352 et 372.

[24] Ibid., p. 382.

[25] Carl Schmitt, Légalité et légitimité, Les Presses de l'Université de Montréal, 2016, p. 46-47.

[26] Contrairement à ce que soutient Carl Schmitt, Théorie de la constitution, op. cit., p. 353.

[27] Aristote, Les Politiques, GF Flammarion, 1993, p. 263.

[28] Ahmet Insel, « La postdémocratie entre la gouvernance et caudillisme », Revue du Mauss, n° 26, 2005.

[29] Laurent Mauduit, « Pour conjurer le spectre des années 30 », Mediapart, 28 février 2017.

[30]

http://www.liberation.fr/debats/2017/03/02/cher-benoit-cher-jean-luc-a-grigny-comme-ailleurs-vos-carrieres-vos-querelles-on-n-en-a-rien-a-faire_1552845.

[31] Cf. Politis 1427, 10/11/2016, p. 3, qui fait référence au livre d'entretiens de Marc Endeweld avec Jean-Luc Mélenchon, Le Choix de l'insoumission.